

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 17 juillet 2024
(Convocation du 09 juillet 2024)

Aujourd'hui, le 17 juillet 2024 à 14h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sur le site d'Agrolandes à Haut-Mauco, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	54
• Voix	323
Présents	
• Nombre	31
• Voix	202
Pouvoirs	
• Nombre	3
• Voix	29
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	34
• Voix	231
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, Mme Agathe Bourretère, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Paul Carrère, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, M. Jean-Yves Arrestat, M. Francis Betbeder, M. Philippe Castets, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Denis Lanusse, M. Jean-Marc Lescoute, M. Marc Mabillet, M. Laurent Nolibois, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier, M. Bernard Lougarot

Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : M. Pierre Brau-Nogué, M. Bernard Poublan
- Pour les communautés de communes membres : M. Philippe Baron

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Fabienne Costedoat-Diu, M. René Castets, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey, M. Marc Saint-Estevan,
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo,
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna, M. Bernard Bonnemason, M. Philippe Brethes, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Philippe Labache, M. Pierre Lajus, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Patrick Maunas, M. Christophe Pugnetti,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Gouvernance - Demande de labellisation de l'Institution Adour en tant qu'EPTB souterrain pour les aquifères captifs de Gascogne

Exposé des motifs :

L'Institution Adour porte depuis 2018 une démarche d'étude et de concertation sur les nappes captives à grande inertie, appelées communément nappes profondes, sur le sud du bassin Aquitain. Généralement déconnectées de la surface et des conditions météorologiques, ces ressources ne se rechargent pas à des échelles de temps humain, et leur exploitation induit donc naturellement un déséquilibre « entrées-sorties » qu'il convient de gérer pour en permettre une exploitation durable. Cette exploitation est stratégique pour les territoires, du fait à la fois de l'importance de ces ressources en termes de quantité, mais aussi de leur qualité globalement préservée.

Une première période de travail de 2018 à 2020, dans le cadre d'une convention de recherche et développement avec le BRGM, a permis d'appréhender l'importance stratégique de ces ressources pour les usages et activités économiques. La concertation s'est poursuivie depuis 2020 dans le cadre d'une charte d'engagement dans la gouvernance pour une gestion concertée, solidaire et durable des nappes profondes. Au terme de ces années de travail, sur le souhait unanime des acteurs locaux, le schéma d'aménagement et de gestion des eaux souterraines de Gascogne est en émergence.

Après la consultation réglementaire des collectivités concernées, l'arrêté inter-préfectoral de délimitation du périmètre du SAGE a été signé le 5 juin 2024. La consultation des acteurs concernés pour constituer la commission locale de l'eau est en cours ; son installation est envisagée pour la fin de l'année 2024. Dans la continuité du travail porté depuis 2018, l'Institution Adour pourra légitimement se porter candidate auprès de la future commission locale de l'eau pour assurer le portage de l'élaboration de ce SAGE.

Le périmètre de ce SAGE concerne un territoire vaste, qui s'étend au-delà des périmètres statutaire (syndicat mixte) et environnemental (EPTB du bassin de l'Adour) actuels de l'Institution Adour. En effet, le périmètre du SAGE s'étendra jusqu'aux limites nord des Départements des Landes et du Gers. Or le syndicat mixte Institution Adour labellisé EPTB pour les eaux de surface est établi à l'échelle du bassin versant hydrographique de surface de l'Adour.

Une étude juridique menée en 2022 (cabinet Philippe MARC avocats) a conclu sur la nécessité de solliciter auprès des Préfets concernés (Préfets départementaux, Préfet coordonnateur du bassin de l'Adour, Préfet coordonnateur Adour-Garonne) une reconnaissance en tant qu'établissement public territorial de bassin pour les aquifères captifs de Gascogne (c'est-à-dire pour les aquifères concernés par le périmètre du SAGE). Cette labellisation EPTB souterrain serait complémentaire de la labellisation EPTB du bassin de l'Adour, en surface, laquelle demeurera inchangée. En complément de ce futur label, les statuts actuels de l'Institution Adour, modifiés en septembre 2022, sont adaptés pour assurer le portage de ce projet et pour, à terme et si nécessaire, envisager une évolution de la gouvernance du syndicat en vue de l'implication de nouvelles collectivités.

Pour information, à l'échelle du Département de la Gironde, et de manière jointive avec le projet de périmètre EPTB souterrain proposé par l'Institution Adour, le syndicat mixte d'étude et de gestion des ressources en eau de Gironde (SMEGREG) est reconnu depuis 2015 comme EPTB souterrain (périmètre correspondant au SAGE des nappes profondes de Gironde).

Afin de procéder à une sollicitation des Préfets pour formaliser la demande de labellisation en EPTB souterrain, un dossier de demande de labellisation est annexé au présent rapport.

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.213-12 et R.213-49,
Vu l'arrêté inter-préfectoral du 5 juin 2024 délimitant le périmètre du SAGE des eaux souterraines de Gascogne,
Vu les conclusions de l'étude juridique du cabinet Philippe Marc avocats,
Considérant les statuts de l'Institution Adour en vigueur,
Considérant le projet de dossier de demande de labellisation en EPTB souterrain tel qu'annexé,



LE COMITÉ SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- de valider le dossier de demande de labellisation en tant qu'EPTB des aquifères captifs de Gascogne tel qu'annexé,
- d'autoriser le président à solliciter les Préfets sur la base de ce dossier argumentaire,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 17 juillet 2024 à Haut-Mauco,

Le Président,
Paul CARRÈRE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 19/07/2024

Reçu en préfecture le 19/07/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240717-240717H2068H1-DE



DOSSIER DE DEMANDE DE RECONNAISSANCE EPTB

Demande de reconnaissance
EPTB souterrain
du syndicat mixte INSTITUTION ADOUR
en vertu de l'article R.213-49 du code de l'environnement

Version du 05/07/2024



Sommaire

SOMMAIRE	2
INTRODUCTION	3
1 LES USAGES ET ENJEUX DE GESTION DES NAPPES CAPTIVES DU SUD DU BASSIN AQUITAIN....	4
1.1 Les usages et prélèvements	4
1.2 Les niveaux des nappes en baisse et une qualité à préserver	5
1.3 Les enjeux identifiés pour une gestion durable de la ressource	5
1.3.1 <i>Préserver une ressource stratégique.....</i>	<i>5</i>
1.3.2 <i>Améliorer et diffuser la connaissance sur les nappes.....</i>	<i>5</i>
1.3.3 <i>Rationaliser les prélèvements en nappe profonde.....</i>	<i>6</i>
1.3.4 <i>Protéger les ressources contre les pollutions.....</i>	<i>6</i>
1.3.5 <i>Mettre en place une gestion solidaire.....</i>	<i>6</i>
2 UNE DÉMARCHE DE CONCERTATION ET D'AMÉLIORATION DES CONNAISSANCES DÈS 2017	6
2.1 L'étude socio-économique de l'importance stratégique des nappes profondes de l'Adour	7
2.2 La charte d'engagement dans la gouvernance pour une gestion intégrée des nappes captives	7
2.3 Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux souterraines de Gascogne	7
3 LA DEMANDE DE LABELLISATION EPTB SOUTERRAIN.....	8
3.1 L'historique de l'évolution de l'Institution Adour	8
3.2 Les objets et périmètres de l'Institution Adour, assises statutaires.....	10
3.3 La demande de reconnaissance EPTB souterrain de l'Institution Adour	11
3.4 Le périmètre de la demande de reconnaissance EPTB aquifères captifs de Gascogne	12
3.5 Les moyens déployés pour assurer les missions d'EPTB souterrain	13
3.5.1 <i>Liens avec les collectivités locales et partenariats</i>	<i>13</i>
3.5.2 <i>Moyens humains.....</i>	<i>13</i>
3.5.3 <i>Moyens budgétaires.....</i>	<i>14</i>





Introduction

Engagée dans une démarche de concertation et d'étude des nappes captives du sud du bassin Aquitain depuis 2018, l'Institution Adour souhaite conforter sa légitimité à travailler sur les aquifères concernés, sur le long terme et à une échelle adaptée.

En effet, cette étude a mis en évidence le rôle stratégique des nappes captives pour le territoire, notamment dans la satisfaction des besoins en eau potable. Il est apparu que, face à la dégradation qualitative et quantitative des eaux de surface, le transfert des prélèvements vers les nappes captives est une solution qui sera très probablement envisagée, ce qui doit être anticipée et encadrée.

Ce travail relatif à la gestion intégrée de la ressource et au partage des usages pourrait s'inscrire dans les missions du syndicat mixte, dévolues par ses membres et telles que décrites dans ses statuts en vigueur, ou dans le cadre des prérogatives données par le code de l'environnement aux établissements publics territoriaux de bassin (EPTB).

Pour ce faire, le présent dossier est constitutif d'une demande de reconnaissance en EPTB souterrain, dans un contexte plus global d'émergence d'un schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) pour mettre en place une gestion intégrée et concertée de ces aquifères et de l'eau qu'ils contiennent.

Ainsi, en sus de la reconnaissance en tant qu'établissement public territorial de bassin à l'échelle du bassin versant de l'Adour (arrêté préfectoral de délimitation du périmètre d'intervention de l'Institution Adour en tant qu'EPTB en date du 11 avril 2007), l'Institution Adour sollicite la reconnaissance en tant qu'EPTB à l'échelle d'un périmètre « aquifères captifs de Gascogne » tel que proposé dans le présent dossier.





1 Les usages et enjeux de gestion des nappes captives du sud du bassin aquitain

1.1 Les usages et prélèvements

Aujourd'hui, quatre types d'usagers effectuent des prélèvements dans les nappes captives : les services chargés de l'alimentation en eau potable (AEP), l'agriculture, les établissements thermaux et l'industrie.

- les prélèvements AEP sont actuellement répartis sur trois départements : les Landes, le Gers et les Pyrénées-Atlantiques. En termes de distribution, néanmoins, les 4 départements du bassin de l'Adour (y compris les Hautes-Pyrénées) sont déjà concernés.
- les prélèvements agricoles sont concentrés sur une zone plus restreinte, dans le département des Landes.
- les activités de thermalisme quant à elles sont dispersées sur le territoire, dans les Landes et le Gers, et localisées à proximité de structures géologiques particulières (structures anticlinales), favorisant la remontée d'eaux chaudes et chargées en éléments minéraux.
- les prélèvements industriels sont peu nombreux, il s'agit principalement de prélèvements pour la géothermie et pour l'embouteillage d'eaux minérales.

Au total, 24,2 Mm³ sont prélevés en nappes captives sur le territoire en 2016. Ces prélèvements s'effectuent au sein de trois principaux niveaux aquifères : le niveau Éocène, le niveau Paléocène et le niveau Crétacé (dans l'ordre du plus récent au plus ancien).

Les aquifères d'âge Éocène comprennent d'une part l'aquifère des sables infra-molassiques, exploité dans la partie est du territoire d'étude, et l'aquifère de l'Éocène calcaire (constitué de roches calcaires et non de sables), exploité dans la partie ouest du territoire. La nappe des sables infra-molassiques est la ressource la plus sollicitée.

En termes de secteurs d'usage, sur l'année 2016 :

- l'alimentation en eau potable représente la majeure partie des prélèvements en nappes captives, et en particulier dans la nappe des sables infra-molassiques (90 % des prélèvements dans cette nappe sont destinés à l'alimentation en eau potable). Toutes nappes confondues, ce secteur représente 70% des volumes prélevés ;
- le thermalisme correspond au deuxième secteur préleveur, avec 13% des volumes prélevés. Le volume total d'eau prélevé par les établissements thermaux s'élève à environ 3,2 Mm³ par an.
- l'agriculture représente environ 11% des volumes prélevés dans les nappes. Cela correspond environ à 1,86 Mm³ par an (moyenne sur 10 ans, période 2007-2016). Il existe cependant d'importantes variations entre les années, suivant la pluviométrie et les températures estivales, avec un prélèvement allant de 0,97 Mm³ en 2014 à 2,79 Mm³ en 2016.
- les prélèvements industriels - géothermie, embouteillage - ne représentent que 6% des volumes totaux prélevés ; ils sont principalement réalisés dans le niveau Crétacé.

Un usage complémentaire de l'aquifère est le stockage de gaz : l'opérateur TERECA exploite le réservoir pour stocker du gaz naturel en été et le soutirer en hiver.

L'alternance de phases de remplissage et de vidange du réservoir avec le gaz naturel impacte le niveau d'eau dans la nappe. Lorsque le gaz est injecté, il prend la place de l'eau dans la partie haute du réservoir, augmentant la pression de l'eau dans la nappe, générant donc la remontée du niveau d'eau dans tous les puits dans un rayon de 30 à 40 kilomètres. Lorsque le gaz est soutiré en hiver l'eau environnante reprend alors sa place dans les pores de la roche, la pression baisse dans l'aquifère et le niveau de l'eau dans les forages environnants baisse. À proximité immédiate des sites de stockage, la variation de niveau d'eau dans les puits peut atteindre plusieurs dizaines de mètres entre été et hiver (80 m à Nogaro). Cette variation cyclique du niveau de l'eau impacte les forages d'eau potable et des stations thermales.





1.2 Les niveaux des nappes en baisse et une qualité à préserver

Les nappes captives du sud du bassin Aquitain constituent des ressources stratégiques pour les usages décrits ci-dessus. La nappe des sables infra-molassiques est de loin la plus sollicitée avec une augmentation des prélèvements jusqu'au début des années 2000.

Afin de suivre l'évolution des nappes dans le temps, plusieurs forages sont équipés d'appareils qui permettent de mesurer le niveau d'eau. Il est constaté que, depuis les premières mesures réalisées à la fin des années 1960, les niveaux piézométriques présentent une tendance à la baisse du fait des prélèvements de ces dernières décennies. Globalement sur l'ensemble des piézomètres, les niveaux baissent depuis plus de 20 ans d'une soixantaine de centimètre en moyenne par an.

Le renouvellement très lent de ces eaux profondes, leur conférant un caractère limité quant aux possibilités d'exploitation, impose une gestion raisonnée et durable de la ressource.

Les eaux des nappes captives ont la particularité de présenter une excellente qualité ainsi qu'une grande stabilité dans leurs caractéristiques physico-chimiques. Leur profondeur les préserve généralement des pollutions humaines et des aléas climatiques.

Cependant, sur le secteur landais, plusieurs zones affleurent à la surface (au niveau de structures géologiques dites anticlinales) et sont par conséquent vulnérables aux pollutions. Ces zones d'émergence nécessitent une surveillance accrue de l'évolution de l'état qualitatif de la ressource, dans le but de conserver son bon état pour les usages exigeants.

Ces enjeux sont d'autant plus à considérer que la tentation de reports des prélèvements dans les eaux de surfaces vers les nappes profondes est pressentie.

1.3 Les enjeux identifiés pour une gestion durable de la ressource

1.3.1 Préserver une ressource stratégique

Les nappes captives représentent une ressource essentielle pour l'alimentation actuelle et future du territoire en eau potable et pour son développement économique. Elles peuvent représenter une assurance pour le territoire en cas d'évènement climatique extrême ou de pollution majeure affectant les principales ressources superficielles.

La qualité exceptionnelle de ces eaux et leur caractère quasi non-renouvelable à l'échelle de temps humain, imposent de les utiliser avec parcimonie, et de les protéger contre toute pollution d'origine anthropique.

1.3.2 Améliorer et diffuser la connaissance sur les nappes

Les nappes captives sont des ressources complexes qui, bien qu'ayant fait l'objet de nombreuses études et recherches scientifiques, restent imparfaitement connues.

- Certaines connaissances doivent être approfondies. Un dialogue doit être engagé entre les scientifiques d'une part, et les acteurs qui portent la démarche de gestion concertée d'autre part, pour que les efforts de recherche futurs puissent répondre à leurs questions.
- Le modèle mathématique des nappes (développé dans le cadre du projet GAIA) pourra être utilisé en simulation pour mieux appréhender l'impact à long terme des prélèvements actuels dans les nappes et pour définir un objectif de réduction de ces prélèvements.
- Les zones d'émergence des nappes profondes et leur fonctionnement hydrogéologique doivent être mieux caractérisés pour définir un programme de protection de la ressource dans ces zones.

Les acteurs n'attendent pas de disposer d'une information parfaite pour prendre des décisions, et notamment pour définir des objectifs généraux de gestion ainsi que certaines actions de gestion, notamment des mesures sans regret (économie d'eau, réduction des risques de pollution, etc.).

Tous les acteurs engagés dans la concertation doivent contribuer à diffuser la connaissance disponible, sous une forme vulgarisée, ainsi que promouvoir une culture responsable des usages de l'eau et





favoriser la prise de conscience de l'importance des nappes profondes pour l'avenir du territoire. Cette sensibilisation doit agir auprès des élus, des usagers et des citoyens.

1.3.3 Rationaliser les prélèvements en nappe profonde

Dans une vision prospective, prenant en compte les effets du changement climatique sur le long terme, il convient de s'interroger dès aujourd'hui sur l'usage qui est fait de ces nappes. En particulier, pour maîtriser la baisse du niveau piézométrique dans les nappes captives et instaurer les principes d'une utilisation durable de cette ressource, les prélèvements devront être mieux appréhendés et encadrés.

Si la réduction des prélèvements s'avérait être une stratégie pertinente, elle s'appuiera sur les principes suivants :

- Les usages peuvent faire l'objet d'une hiérarchisation afin d'envisager de privilégier un (des) usage(s) dans les secteurs présentant un déséquilibre quantitatif important.
- Tous les usages doivent être optimisés, en cherchant à réduire les fuites dans les réseaux, en incitant les usagers à réaliser des économies d'eau et en utilisant des eaux de moindre qualité que celle des nappes profondes quand l'usage le permet et quand des ressources de substitution sont disponibles.
- L'eau doit être intégrée dans les politiques d'urbanisme, afin de limiter le développement des zones où la ressource est trop contrainte.

1.3.4 Protéger les ressources contre les pollutions

Les problématiques de qualité et de quantité étant liées, elles doivent être gérées de manière intégrée.

Dans les zones d'émergence ou d'affleurement des nappes, les zones d'infiltration prioritaires et les principales sources de pollution (potentielles ou avérées) doivent être identifiées.

Les nappes captives doivent faire l'objet d'une protection contre les pollutions d'origine anthropiques, en particulier dans les zones d'émergence, afin de préserver une qualité compatible avec leurs usages (eau potable, thermalisme).

1.3.5 Mettre en place une gestion solidaire

La préservation des nappes captives ne relève pas uniquement de l'intérêt de ses usagers actuels, mais de tout le territoire (échelle interrégionale) et des générations futures. Une mutualisation des efforts, y compris financiers, pourrait être envisagée entre les différents secteurs d'activité, les usagers, ainsi qu'entre les territoires.

La coordination de l'ensemble des acteurs locaux est nécessaire pour assurer la cohérence des actions mises en œuvre. En ce sens, l'intervention de l'Etat sera déterminante sur ce territoire étendu.

La problématique de gestion des nappes captives doit être intégrée dès à présent dans les politiques et projets locaux, notamment à travers la mise en place d'actions sans regret (économies d'eau, communication, etc.).

2 Une démarche de concertation et d'amélioration des connaissances dès 2017

Sollicité par le comité de bassin Adour-Garonne, au travers notamment de la commission territoriale nappes profondes, le comité syndical de l'Institution Adour a décidé, en 2017, d'engager une étude au vu de l'enjeu stratégique que représentent les eaux souterraines pour le territoire et au vu du développement des connaissances du fonctionnement hydrogéologique de ces nappes sur les années précédentes. Notamment, le programme de recherche GAIA avait été engagé par le BRGM en 2014 (et s'est poursuivi jusqu'en 2020) avec le soutien financier de l'agence de l'eau Adour-Garonne et de Terega, visant l'amélioration significative des connaissances géologiques du sud du bassin aquitain et la construction d'un modèle de simulation des écoulements souterrains.



2.1 L'étude socio-économique de l'importance stratégique des nappes profondes de l'Adour

Une étude socio-économique visant à mettre en évidence l'importance stratégique des nappes captives dans le bassin de l'Adour a débuté en 2018, au travers d'une convention de recherche et développement en partenariat entre l'Institution Adour et le BRGM et avec le soutien de l'agence de l'eau Adour-Garonne. Les objectifs de cette étude étaient multiples à savoir i) réaliser et partager un état des lieux des connaissances relatives à la ressource et ses usages, ii) aider les acteurs à envisager les conséquences de l'inaction et les leviers d'actions possibles et iii) engager les discussions quant aux objectifs communs, aux principes de gestion et aux actions opérationnelles pouvant être déployées.

Les acteurs du territoire, usagers de ces nappes, ont été associés tout au long de l'étude, afin de comprendre les enjeux actuels et futurs et de construire une vision partagée des usages pour demain.

Cette étude a mis en évidence le rôle primordial des nappes captives pour le territoire, notamment dans la satisfaction des besoins en eau potable. Constituant une avancée majeure vers la construction d'un état des lieux partagé, cette étude a permis une prise de conscience générale des enjeux concernant les eaux souterraines. Face à la dégradation de la qualité des eaux de surface et à l'impact du changement climatique sur l'ensemble des ressources superficielles, notamment en périodes d'étiage, il est apparu que le transfert des prélèvements de surface vers les nappes captives est une solution qui sera très probablement envisagée, qui doit être anticipée et encadrée, le cas échéant. Un consensus a alors émergé quant au besoin d'agir pour garantir la pérennité des ressources et des usages.

2.2 La charte d'engagement dans la gouvernance pour une gestion intégrée des nappes captives

Suite à l'étude socio-économique, et afin de maintenir et formaliser l'implication des acteurs locaux dans la concertation, une charte d'engagement dans la gouvernance pour une gestion intégrée, concertée et durable des nappes profondes du bassin de l'Adour a été mise en place en janvier 2021. Les objectifs recherchés étaient multiples, visant à la fois à maintenir les instances de concertation, à poursuivre la collecte de connaissances des ressources et des usages, mais aussi à convenir collectivement d'un outil de gestion plus formel à mobiliser. Largement mobilisés, l'ensemble des acteurs réunis depuis 2018 ont adhéré à cette charte, témoignant de l'intérêt de chacun face aux enjeux identifiés.

Les témoignages et retours d'expérience consolidés d'autres territoires dans la gestion de ressources souterraines ont mené à une meilleure compréhension des outils institutionnels de gestion de l'eau et de leur pertinence pour répondre aux spécificités des nappes captives. Cela a permis aux acteurs du bassin de l'Adour de choisir l'outil le plus adapté aux attentes locales et besoins de gestion.

2.3 Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux souterraines de Gascogne

Après 4 années de concertation, le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) est apparu à l'unanimité comme l'outil cohérent à mobiliser pour répondre aux enjeux et aux ambitions du territoire pour la gestion de ces ressources souterraines captives. Le comité de pilotage de la charte a validé à l'automne 2022 l'engagement du travail pour l'émergence d'un SAGE.

Cette émergence de SAGE répond à la disposition A1 du SDAGE Adour-Garonne qui prévoit d'« élaborer des SAGE sur l'ensemble du bassin Adour-Garonne d'ici 2027 ». Elle doit s'insérer dans un contexte territorial mobilisant déjà plusieurs outils SAGE sur des périmètres hydrographiques de surface ou sur des périmètres souterrains :

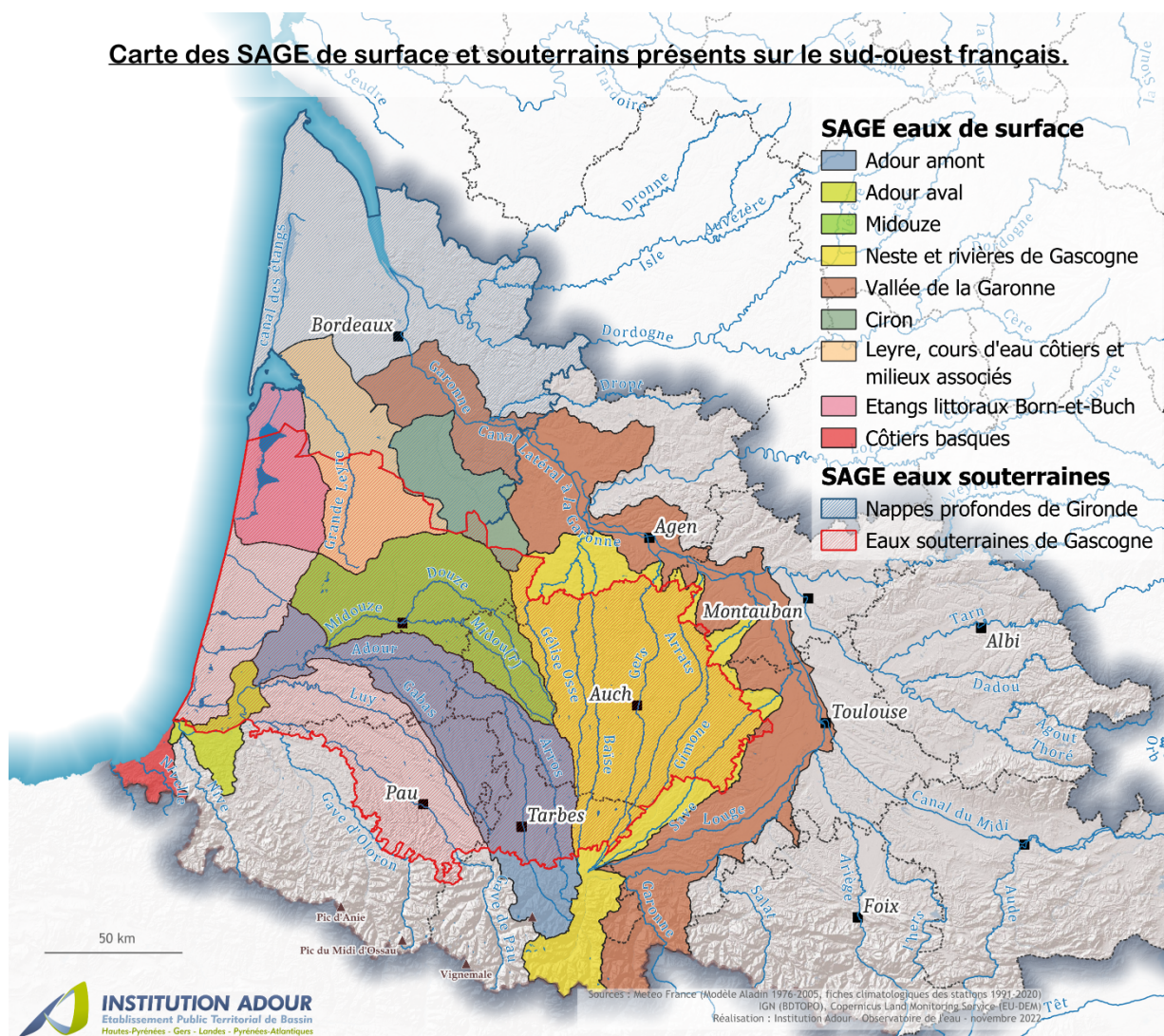


Figure 1 : carte des SAGE sur le sud-ouest français

De plus, elle répond à une action identifiée dans le volet « nappes profondes » de la stratégie territoriale 2020-2024 établie par l'Etat « s'engager dans la mise en place d'un SAGE sur les nappes profondes du sud bassin » ainsi qu'aux mesures 33 « chaque sous-bassin versant sera doté d'une instance de dialogue (CLE) et d'un projet politique de territoire organisant le partage de la ressource » et 34 « les SAGE seront [...] encouragés à définir des priorités d'usage de la ressource en eau ainsi que la répartition de volumes globaux de prélèvement par usage » du plan national EAU.

L'Institution Adour continue d'animer la concertation dans le cadre de l'émergence du SAGE est sera candidate pour devenir la structure porteuse du SAGE des eaux souterraines de Gascogne.

3 La demande de labellisation ETPB souterrain

3.1 L'historique de l'évolution de l'Institution Adour

L'Institution Adour a été créée en 1978 sous la forme d'une institution interdépartementale entre les quatre Départements membres fondateurs (Hautes-Pyrénées, Gers, Landes et Pyrénées-Atlantiques). Ses missions d'origine visaient l'aménagement hydraulique du bassin de l'Adour. Durant plus de 30 ans, les membres fondateurs ont conduit, au travers de cette institution interdépartementale, des programmes de renforcement de la ressource en eau, de protection contre les inondations et de stabilisation du lit des cours d'eau (principalement l'Adour et le gave de Pau).



Des missions d'animation pour la gestion intégrée de l'eau dans toutes ses composantes ont, au fil du temps, été confiées à l'établissement qui les a développées. En premier lieu, des schémas d'aménagement et de gestion des eaux ont émergé dès le début des années 2000 et leur animation a été assurée par l'Institution Adour pour le compte des collectivités locales.

En 2007, l'Institution Adour a été reconnue EPTB à l'échelle du bassin de l'Adour au titre du L.213-12 du code de l'environnement (arrêté du Préfet coordonnateur de bassin Adour-Garonne du 11 avril 2007).

À partir de 2016, en parallèle à la structuration des collectivités pour l'exercice de la compétence GEMAPI, l'établissement a œuvré pour développer sa gouvernance, son assise et sa représentativité territoriales. Ainsi, suite à sa transformation en syndicat mixte ouvert (arrêté inter-préfectoral du 29 décembre 2016), l'EPTB a engagé une animation territoriale visant à étendre la liste des membres de l'Institution Adour à l'ensemble des collectivités intéressées à une gestion coordonnée, cohérente et durable de l'eau à l'échelle du bassin de l'Adour, invitant ainsi les niveaux de collectivités suivants à intégrer le comité syndical de l'Institution Adour, tout en conservant les Départements parmi ses membres :

- Régions,
- EPCI-FP,
- Syndicats de sous-bassins versants de l'Adour en charge de l'exercice de tout ou partie de la compétence GEMAPI.

Ces évolutions liées à l'application des dispositions des lois MAPTAM, NOTRe et Biodiversité, portant sur la gouvernance, les membres, le périmètre et les missions de l'établissement ont été opérées dans l'objectif de lui permettre d'exercer au mieux les missions qui lui incombent en tant qu'EPTB du bassin de l'Adour, mais aussi de conduire les missions et projets décidés par ses membres. Ainsi, l'Institution Adour poursuit actuellement ses missions historiques de gestion d'ouvrages hydrauliques, de gestion des risques fluviaux, de continuité écologique, de gestion quantitative et assure l'animation de projets pour le compte d'acteurs locaux, dans un schéma de concertation élargie et sur des thématiques variées. Ces missions d'animation territoriale sont en partie liées à la mise en place d'outils de gestion tels que les SAGE, les PAPI, les PTGE.

Par cette intégration de nouveaux membres, l'EPTB a à cœur de promouvoir l'appropriation par les territoires et la lisibilité de son action et des politiques qu'il conduit, ainsi que du rôle qui lui incombe « d'outil au service du territoire » pour mener des actions stratégiques et de coordination pour une gestion durable et intégrée de l'eau telles que prévues par les articles L.211-1 et L.213-12 du code de l'environnement.

Depuis 2022, le comité syndical de l'Institution Adour est constitué de 54 élus représentant les 4 Départements fondateurs, 25 des 40 EPCI-FP du bassin, 8 des 11 syndicats de rivière, 1 des 2 Régions.

L'équipe technique, constituée de 13 agents en 2003, a évolué au gré des besoins du territoire, des membres et des partenaires, ainsi que des missions complémentaires confiées. Elle est à présent constituée d'une trentaine d'agents et possède une expertise dans des domaines variés complémentaires (cf. détail au 3.5 en page 12) : animation territoriale pour la gestion intégrée de l'eau dans toutes ses composantes (biodiversité, gestion quantitative, prévention des inondations, restauration de la continuité écologique, partage des usages, ...), expertise sur des domaines techniques spécifiques tels que la gestion quantitative de la ressource, la sécurité des ouvrages hydrauliques, la préservation des poissons migrateurs, la restauration de la continuité écologique, l'inventaire des zones humides, etc.



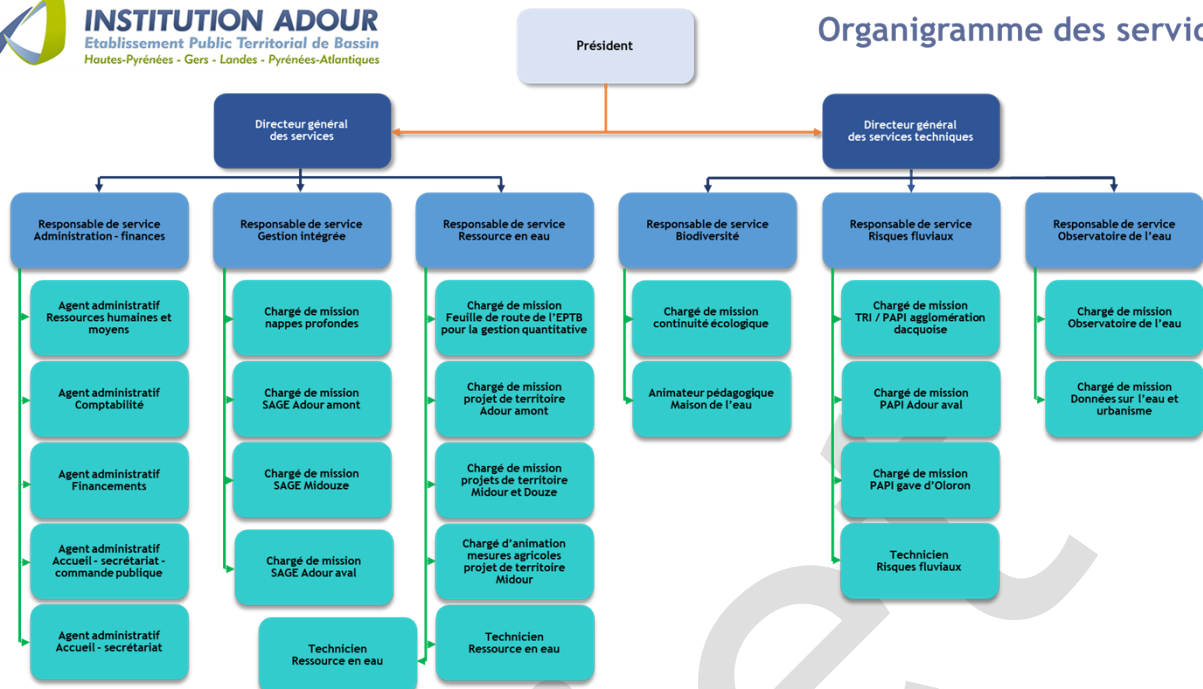


Figure 2 : organigramme des services de l'Institution Adour

3.2 Les objets et périmètres de l'Institution Adour, assises statutaires

Les statuts de l'Institution Adour modifiés en date du 21 septembre 2022 fixent le périmètre du syndicat mixte (article 6) comme suit : « L'établissement comporte deux périmètres, l'un statutaire, en tant que syndicat mixte, et l'autre environnemental, en tant qu'EPTB. Son périmètre de compétence recouvre les unités hydro géographique et hydrogéologique suivantes :

- Le bassin hydrographique de l'Adour, et les nappes d'accompagnement des cours d'eau de ce bassin,
- Les aquifères sous-jacents hors nappes d'accompagnement, et ce à l'échelle hydrogéologique cohérente. »

Par ailleurs, l'article 7 précise l'objet du syndicat : « L'établissement concourt à la réalisation d'œuvres ou de services présentant une utilité pour chacun de ses membres à l'échelle du périmètre d'intervention tel que précisé à l'**Error! Reference source not found.** Il conduit des missions aux titres des mandats donnés suivants :

- en vertu de la reconnaissance d'établissement public territorial de bassin dont il dispose telle qu'elle lui a été conférée par l'État, les missions indiquées au I. du L. 213-12 du code de l'environnement soit celles de « faciliter, à l'échelle d'un bassin ou d'un groupement de sous-bassins hydrographiques, la prévention des inondations et la défense contre la mer, la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, ainsi que la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des écosystèmes aquatiques et des zones humides et de contribuer, s'il y a lieu, à l'élaboration et au suivi du schéma d'aménagement et de gestion des eaux » et d'assurer « la cohérence de l'activité de maîtrise d'ouvrage des établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau », son action s'inscrivant « dans les principes de solidarité territoriale, notamment envers les zones d'expansion des crues, qui fondent la gestion des risques d'inondation ».
- en vertu de la reconnaissance d'établissement public territorial de bassin dont il dispose et conformément au V. du L. 213-12, par transfert ou par délégation opéré dans les conditions prévues à l'article L. 5211-61 du code général des collectivités territoriales, l'ensemble des missions relevant de la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations, définie au I bis de l'article L. 211-7 du code de l'environnement, ou certaines

d'entre elles, en totalité ou partiellement, sur tout ou partie du territoire de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre concerné.

- *en vertu de son statut de syndicat mixte ouvert pour le compte de ses membres, en vue d'œuvres ou de services présentant une utilité pour chacun de ses membres à l'échelle du périmètre d'intervention tel que précisé à l'article 6. »*

Ainsi, les statuts actuels de l'Institution Adour répondent dès à présent à la possibilité de reconnaissance en EPTB souterrain pour les aquifères captifs de Gascogne. A terme, ces statuts pourront faire l'objet d'évolutions pour permettre l'adhésion à l'avenir d'acteurs concernés par la gestion de ces aquifères, en complément de la labellisation EPTB souterrain.

3.3 La demande de reconnaissance EPTB souterrain de l'Institution Adour

Afin d'être légitime à intervenir à l'échelle d'un périmètre cohérent en vue de la gestion et la préservation des aquifères ciblés, la reconnaissance en tant qu'EPTB aquifères captifs de Gascogne permettrait de disjoindre le périmètre statutaire du syndicat mixte et le périmètre environnemental d'action en tant qu'EPTB, les rendant complémentaires ; la reconnaissance EPTB s'appuie sur un établissement doté de statuts de syndicat mixte, tout en lui conférant une légitimité à agir à une échelle hydrographique - ou hydrogéologique - adaptée et selon des prérogatives dévolues par le code de l'environnement.

Un EPTB est un groupement de collectivités territoriales constitué en application des articles L. 5711-1 à L. 5721-9 du code général des collectivités territoriales en vue de faciliter, à l'échelle d'un bassin ou d'un groupement de sous-bassins hydrographiques, la prévention des inondations et la défense contre la mer, la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, ainsi que la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des écosystèmes aquatiques et des zones humides et de contribuer, s'il y a lieu, à l'élaboration et au suivi du schéma d'aménagement et de gestion des eaux.

Il assure la cohérence de l'activité de maîtrise d'ouvrage des établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau. Son action s'inscrit dans les principes de solidarité territoriale, notamment envers les zones d'expansion des crues, qui fondent la gestion des risques d'inondation.

La labellisation EPTB aquifères captifs de Gascogne de l'Institution Adour pour la gestion des aquifères captifs viendra s'ajouter à la labellisation EPTB bassin de l'Adour déjà existante ; l'Institution Adour disposera donc de la double labellisation EPTB en surface et en souterrain. Ainsi, outre les missions qu'elle assure déjà à une échelle hydrographique de surface (bassin de l'Adour) pour le compte des membres du syndicat mixte ou en regard de son label EPTB du bassin de l'Adour, elle sera de plus légitime, et de manière complémentaire à cela, pour continuer le travail engagé sur les nappes captives du sud du bassin Aquitain, en vue d'en assurer une gestion intégrée et concertée, à la bonne échelle, notamment dans le cadre de la mise en place d'un SAGE eaux souterraines de Gascogne dédié à ces ressources. La labellisation en EPTB aquifères captifs de Gascogne permettra également à l'Institution Adour d'être réglementairement consultée pour les projets/plans/dossiers du territoire concernés.

Cette demande de labellisation répond à la disposition A6 du SDAGE Adour-Garonne qui prévoit d'« encourager la reconnaissance des syndicats de bassin versant comme EPAGE ou EPTB ». Elle doit s'insérer dans un contexte territorial où existent déjà des EPTB sur des périmètres hydrographiques de surface ou sur des périmètres souterrains : EPTB Adour (syndicat mixte Institution Adour), EPTB nappes profondes de Gironde (syndicat mixte d'étude et de gestion de la ressource en eau de Gironde - SMEGREG), EPTB estuaire de la Gironde (syndicat mixte pour le développement durable de l'estuaire de la Gironde - SMIDDEST).



Carte des EPTB du sud-ouest aquitain - Proposition pour labellisation en EPTB souterrain de l'Institution Adour

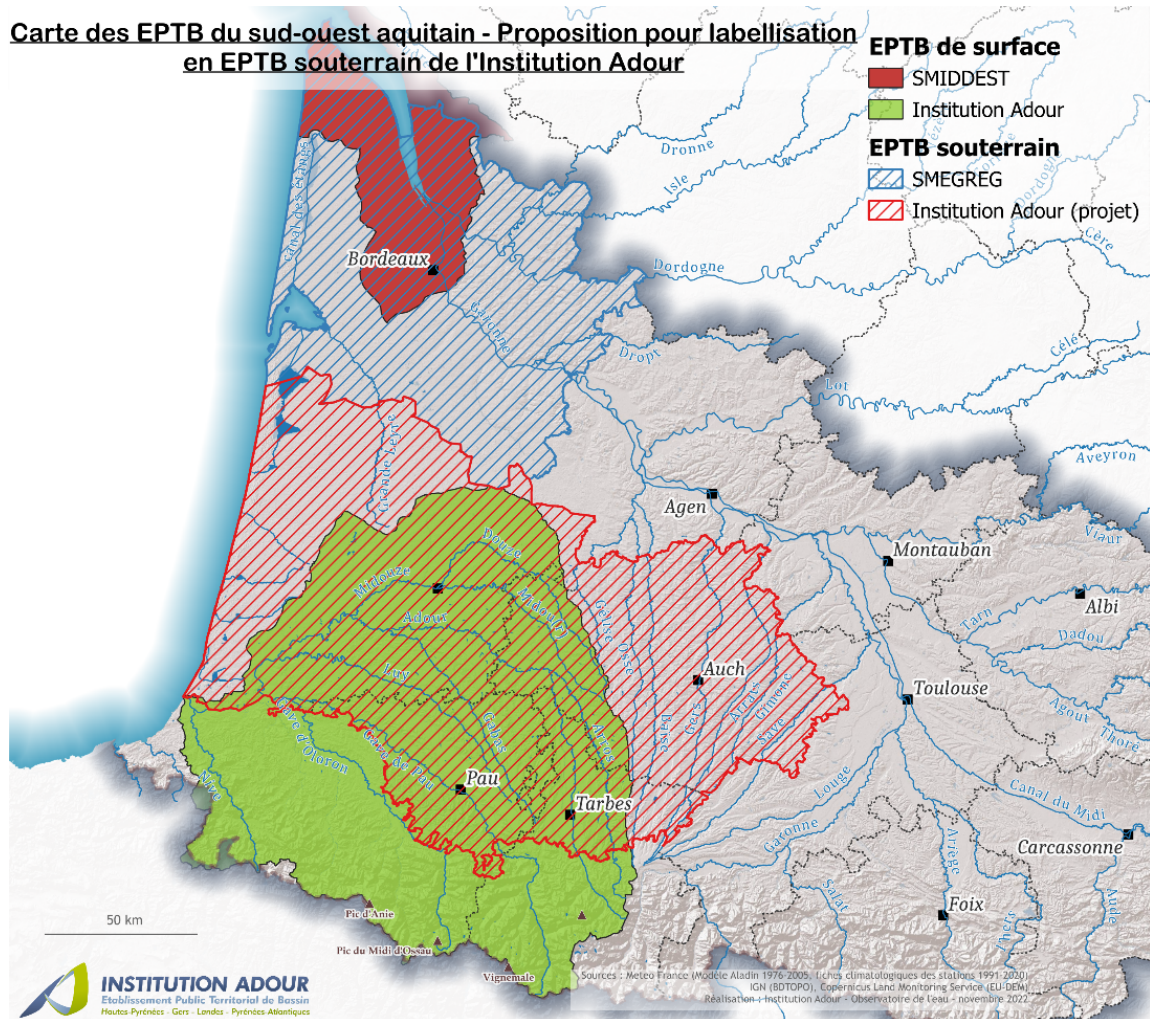


Figure 3 : carte des EPTB du sud-ouest aquitain – proposition de périmètre pour labellisation en EPTB souterrain de l'Institution Adour

De plus, elle répond à une action identifiée dans le volet « nappes profondes » de la stratégie territoriale 2020-2024 établie par l'Etat « faire porter l'animation de la gestion des nappes profondes du sud du bassin par un EPTB ».

3.4 Le périmètre de la demande de reconnaissance EPTB aquifères captifs de Gascogne

Le périmètre de la labellisation en tant qu'EPTB aquifères captifs de Gascogne correspondra au périmètre du SAGE des eaux souterraines de Gascogne tel que délimité par arrêté inter-préfectoral du 5 juin 2024 : « le périmètre du SAGE des eaux souterraines de Gascogne s'étend du premier niveau aquifère captif jusqu'à la base du Crétacé supérieur sur une extension géographique qui, projetée en surface, est constituée de l'intégralité du territoire des communes listées en annexe I ». Cette projection en surface est illustrée dans la figure précédente.

Le périmètre EPTB concernera donc l'ensemble des aquifères captifs de ce territoire, excluant les nappes phréatiques (dont les nappes d'accompagnement). Ces nappes liées aux conditions météorologiques de surface sont en effet déjà gérées dans le cadre de la labellisation EPTB de surface « bassin de l'Adour » et sont localement incluses dans les périmètres des SAGE portant sur les eaux de surface.

Ce périmètre permettra de respecter la continuité hydraulique des écoulements souterrains, en assurant une cohérence entre le fonctionnement et la gestion du système souterrain et les usages actuels et futurs des ressources en eau sur l'ensemble du territoire correspondant.

Ce périmètre permet en outre de ne pas laisser de zones orphelines d'EPTB et de SAGE en étant jointif de ceux du SAGE nappes profondes de Gironde et de l'EPTB du syndicat mixte d'études et de gestion de la ressource en eau de Gironde (SMEGREG). Cela permet donc d'assurer, à terme, une couverture et une cohérence de gestion des aquifères captifs de l'ensemble du bassin Aquitain.

3.5 Les moyens déployés pour assurer les missions d'EPTB souterrain

L'Institution Adour sollicite la labellisation d'EPTB aquifères captifs de Gascogne. Elle dispose déjà depuis 2007 de la labellisation EPTB bassin de l'Adour. Pour mener à bien ces missions et dans l'objectif d'être un outil au service des collectivités, elle a progressivement, en particulier depuis 2015, fait évoluer sa gouvernance et ses statuts comme présenté en paragraphes 3.1 et 3.2 ci-dessus.

3.5.1 Les liens avec les collectivités locales et les partenariats

Depuis l'engagement du travail sur les nappes captives, l'Institution Adour s'organise pour conduire des démarches coordonnées avec les structures concernées et/ou compétentes sur le périmètre adapté, selon des modalités variables au regard de la multiplicité et de la diversité des acteurs à associer.

D'une part, plusieurs collectivités partenaires sont directement membres du syndicat mixte, notamment la Région Nouvelle-Aquitaine, les Départements des Hautes-Pyrénées, du Gers, des Landes et des Pyrénées-Atlantiques, ainsi qu'un certain nombre d'EPCI-FP.

Afin de travailler avec les collectivités productrices d'eau potable (usage majoritaire et stratégique) depuis ces ressources captives, une convention de partenariat est établie depuis 2023 entre les 10 collectivités concernées et l'Institution Adour. Cette convention permet de formaliser le partenariat politique, technique et financier négocié dans l'objectif d'améliorer la connaissance sur les ressources, de définir le cadre de la concertation autour du projet et de faire émerger un schéma d'aménagement et de gestion des eaux.

Par ailleurs, afin d'assurer un travail en concertation élargie avec tous les autres partenaires institutionnels, techniques, socio-économiques, associatifs, etc., une charte d'engagement dans la gouvernance pour une gestion concertée solidaire et durable des nappes a été cosignée dès 2021. Elle préfigure un travail concerté plus formalisé au sein d'une future commission locale de l'eau. Des partenaires scientifiques ont également été mobilisés au sein d'un groupe d'experts en hydrogéologie pour consolider les productions techniques et aider les acteurs locaux dans leurs décisions à venir quant à l'établissement d'un cadre de gestion partagée des nappes captives.

Enfin, sur ce périmètre élargi, les liens sont établis vers les structures porteuses de SAGE et commissions locales de l'eau limitrophes ou intersectant le périmètre de travail en surface, afin d'assurer une cohérence entre tous les projets et de permettre des relations de travail politique et technique régulières.

3.5.2 Les moyens humains

Plusieurs domaines d'expertise développés au sein de l'équipe technique de l'Institution Adour contribueront aux missions d'EPTB aquifères captifs de Gascogne, et notamment :

- la mission d'animation territoriale, qui mobilise l'ensemble des collectivités à l'échelle globale du(des) périmètre(s) environnementaux d'EPTB, visant à assurer une coordination globale de ces acteurs et œuvrant à la structuration et à l'évolution aussi bien de l'Institution Adour que des collectivités, pour la gestion globale de la ressource en eau et des milieux aquatiques ;
- le service observatoire de l'eau du bassin de l'Adour placé au service des territoires pour acquérir, capitaliser, organiser et valoriser les données sur l'eau dans toutes ses composantes ;
- le service gestion intégrée, qui assure l'animation des schémas d'aménagement et de gestion des eaux existants à l'échelle de travail de l'Institution Adour, qui suit également des démarches de faisabilité de mise en place d'outils de gestion intégrée à l'échelle de sous-bassin non dotés et qui porte une mission de prospective transversale et globale (Adour 2050).





Les missions dévolues à ce service visent également tant d'un point de vue technique que d'un point de vue politique, la cohérence inter-SAGE nécessaire entre les bassins.

A noter que l'Institution Adour dédie depuis 2018 un temps de travail technique à l'animation de la démarche sur les eaux souterraines de Gascogne et l'émergence du SAGE et s'est dotée depuis 2021 d'une capacité d'expertise en hydrogéologie (1 ETP hydrogéologue).

- L'animation de la feuille de route gestion quantitative à l'échelle du bassin de l'Adour permet de viser un équilibre quantitatif global dans le contexte de changement climatique, en réponse à la sollicitation des EPTB par le comité de bassin sur cette thématique.

3.5.3 Les moyens budgétaires

Au 1^{er} janvier 2024, l'EPTB est composé de 4 Départements, de 8 syndicats de rivières, de 25 EPCI-FP et de la Région Nouvelle-Aquitaine.

L'EPTB n'ayant pas de fiscalité propre, ses recettes dépendent de financements extérieurs, eux-mêmes fonctions des actions menées. L'autofinancement devant être assuré par les participations financières de ses membres.

Afin de tenir compte des contraintes budgétaires des collectivités locales membres du syndicat mixte, le syndicat apporte une attention particulière à la préparation budgétaire établie sur la base d'une réelle maîtrise des coûts de fonctionnement et une recherche constante d'optimisation des financements.

Le budget de l'Institution Adour est régi par la nomenclature M57 et l'établissement s'est doté en 2021 d'un règlement budgétaire et financier. Ce document est à envisager comme un document de référence pour l'ensemble des questionnements budgétaires et comptables émanant des acteurs (agents comme élus) du syndicat dans l'exercice de leurs missions respectives.

Comme tout budget, celui du syndicat se compose de deux sections : une section de fonctionnement et une section d'investissement. Schématiquement, la section de fonctionnement retrace toutes les opérations de dépenses et de recettes nécessaires à la gestion courante des services de la collectivité. La section d'investissement présente quant à elle les programmes d'investissements nouveaux ou en cours ; elle est par nature celle qui a vocation à modifier ou enrichir le patrimoine de la collectivité.

Au-delà de cette simple présentation normalisée, l'Institution Adour a choisi d'organiser sa gestion budgétaire de la manière suivante :

- o La section de fonctionnement, en plus de rassembler les charges générales de fonctionnement, regroupe les différentes missions pouvant être exercées de façon pérenne au titre de l'article L.123-12 du code de l'environnement. Chaque mission possède un code analytique permettant un suivi budgétaire précis de la mission (par exemple : code NAPS pour ce qui relève des actions engagées concernant les nappes).
- o La section d'investissement rassemble les classiques dépenses d'investissement, les programmes d'équipement arrêté annuellement appelés opération ainsi que les différentes actions externalisées ou conduite pour compte de tiers. Chaque opération possède donc un numéro de programme.

L'ensemble des missions et opérations constitue le programme d'actions du syndicat mixte.

Cette segmentation de crédits (dépenses comme recettes) permet de présenter de manière transparente le budget de l'établissement dans le but notamment de mieux identifier les politiques menées par la collectivité, mieux appréhender leur coût et faciliter la prise de décision.

Le programme d'actions est arrêté chaque année par délibération du comité syndical.

Ainsi, l'arborescence budgétaire du budget se décline autour des cinq secteurs d'interventions suivants :

- Gestion intégrée de la ressource en eau,
- Gestion quantitative de la ressource en eau,
- Gestion des risques fluviaux,
- Gestion et préservation de la biodiversité,
- Animation territoriale et observatoire de l'eau.

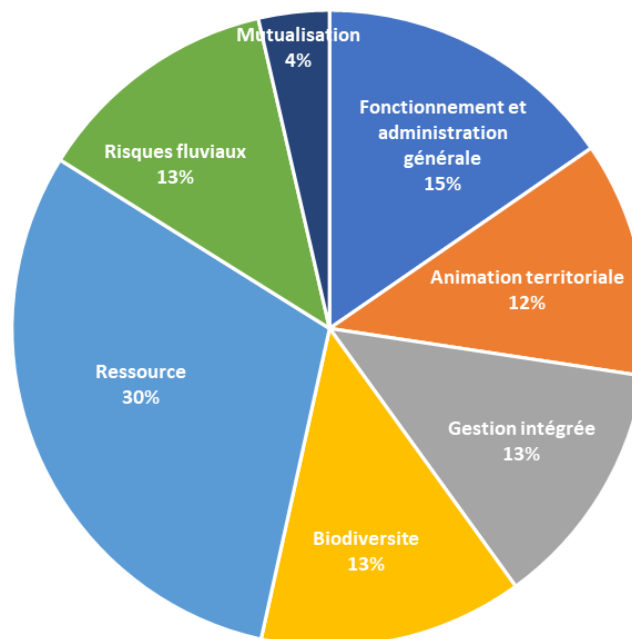


Chaque opération (relevant de la section d'investissement).ou mission (relevant de la section de fonctionnement) est rattachée à l'un de ces secteurs qui permettent de couvrir l'ensemble des compétences du syndicat.

A titre d'illustration, pour l'année 2024 :

Pour l'exercice 2024 le budget primitif de l'Institution Adour est de 21 911 608 €. (6 677 258 € en fonctionnement avec 39 missions portées et 14 934 650 € en investissement avec 53 opérations en cours ou programmées).

Au niveau des dépenses de fonctionnement les seules charges de fonctionnement relatives au portage des missions 2024 (hors gestion des réservoirs de réalimentation et de soutien d'étiage de l'Adour et de ses affluents, gestion de granulats, missions déjà engagées sur exercice antérieurs et autres opérations) s'élèvent à 2 684 260 € et se répartissent comme suit par secteurs d'interventions :



Au niveau des recettes de fonctionnement elles sont constituées par :

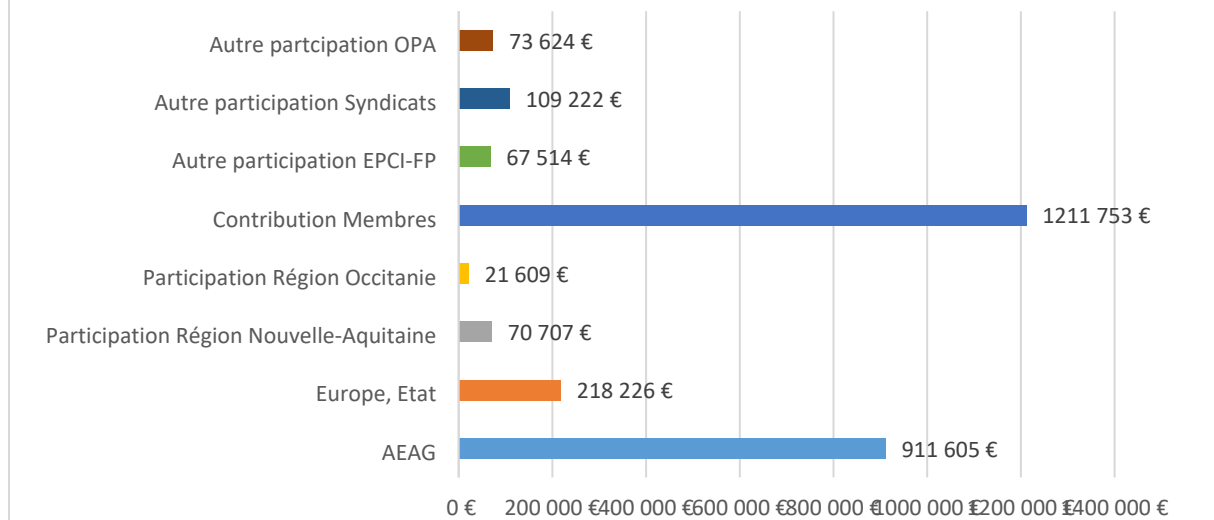
- les cotisations des Départements, EPCI-FP, des syndicats et autres collectivités membres, fixées statutairement ;
- les subventions : agence de l'eau Adour-Garonne, Etat, Europe, Régions ;
- les participations autres de tiers bénéficiaires d'opérations engagées par l'Institution Adour.

Sur ce dernier point, une implication spécifique des EPCI-FP ou autres collectivités locales, sur l'animation des SAGE a été travaillée et est formalisée au travers de convention de partenariats politiques, techniques et financiers, établis pour le portage de ces démarches. Ces partenariats sont établis pour les quatre SAGE portés par l'EPTB :

- SAGE Midouze : 14 EPCI-FP
- SAGE Adour amont : 27 EPCI-FP
- SAGE Adour aval : 5 EPCI-FP
- SAGE eaux souterraines de Gascogne : 10 collectivités productrices d'eau potable



Répartition des recettes de fonctionnement 2024



Au niveau de la section d'investissement, les montants des budgets d'investissement de l'Institution Adour sont très disparates d'une année sur l'autre. Cela s'explique par les différences de volume de travaux de réparations engagés sur les systèmes d'endiguement suite à des événements de crues importants par exemple ou en raison de grosses réparations en lien avec la sécurité des ouvrages de soutien d'étiage. Ces différences s'expliquent aussi par le rythme d'avancement des opérations dont les retards peuvent engendrer des restes à réaliser importants repris en entrée du budget suivant.

Depuis le budget primitif 2022 et la mise en place de notre règlement budgétaire et financier certaines opérations sont gérées de façon pluriannuelle en autorisation de programme / crédits de paiement (AP/CP). Ainsi l'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement. Cette modalité de gestion va permettre au syndicat de ne pas faire supporter à son budget annuel l'intégralité d'une dépense pluriannuelle, mais les seules dépenses à régler au cours de l'exercice. Sont gérés en AP/CP les opérations d'envergure dont la réalisation peut s'échelonner sur plusieurs exercices. Les autres opérations, plus récurrentes dont la réalisation s'échelonne sur un ou deux exercices sont gérées hors AP.

Le programme d'action 2024 avoisine les 11 280 000 € TTC (3 200 000 € gérés hors AP/CP et 8 080 000 € gérés en AP/CP).

A titre de comparaison :

- le programme 2023 s'élevait à 9 622 334 €,
- le programme 2022 s'élevait à 3 880 514 €,
- le programme 2021 s'élevait à 2 747 095 €,
- le programme 2020 s'élevait à 5 872 020 €
- le programme 2019 s'élevait à 4 978 482 €.

Au vu des nombreuses missions portées et opérations entreprises, le syndicat apporte beaucoup de soin au suivi budgétaire de ses actions ainsi qu'au suivi de sa trésorerie. Le calendrier budgétaire d'élaboration des programmes d'actions est très précis afin de pouvoir toujours mener un travail de recherche d'optimisation des financements. Selon la conjoncture budgétaire, le temps est aussi laissé à la concertation avec tous les membres et financeurs du syndicat afin prioriser les dépenses de l'Institution Adour tout en continuant de mener des actions efficaces et de qualité sur le bassin de l'Adour.

